

Résumé de la rencontre au ministère du 27 mars 08

M. Bubien, conseiller du ministre de la santé, Mme Bachelot, assisté d'un conseiller financier a reçu la délégation de l'hôpital P.Rouquès, « les Bluets », l'intersyndicale CGT-Sud, la secrétaire nationale de la fédération CGT, Nadine Prigent, le secrétaire national de la fédération de la Métallurgie, Philippe Martinez et le directeur de l'établissement, M Carré assisté du président de l'Association Ambroise Croizat (AAC), M.Gouttefarde.

La présentation historique de l'établissement a été faite par le président de l'association : un établissement datant de 1937, créé par les syndicats métallurgistes CGT et qui est le seul établissement sanitaire au sein de l'association Ambroise Croizat qui réunit 3 autres établissements de formation professionnelle regroupant 450 salariés. Le président de l'AAC a demandé une reprise totale du déficit (3 700 000€).

Il a été évoqué la naissance de l'accouchement sans douleur et de la bataille de l'établissement tout au long de son histoire.

La délégation a rappelé l'évolution récente de l'établissement :

- Un déménagement datant du 27 février 2008 dans le pôle de périnatalité d'excellence
- Une adaptation remarquable des équipes dans les locaux, pourtant, deux fois et demie plus grand avec une augmentation conséquente d'activité
- Le maintien d'une prise en charge de qualité en respectant les besoins des femmes (accompagnement, entretien du 4^{ème} mois, préparation à l'accouchement, guichet psychosocial....)
- Des projets de santé publique (projet hôpital ami des bébés...)
- Une qualité remarquée par la Haute Autorité de Santé qui n'a émis aucune réserve lors de son inspection en février 2008.
- Une attractivité reconnue (première maternité parisienne) à Paris.

La délégation a insisté sur :

- la nécessité d'obtenir les moyens financiers permettant à l'établissement de continuer un travail de qualité.
- l'augmentation d'activité entre 2600 et 2700 naissances cette année et **qu'une augmentation supplémentaire du nombre de naissances nécessiterait un renforcement du personnel médical et paramédical qui aggraverait encore le déficit.**
- les conséquences d'une montée en puissance de l'activité qui inquiètent les équipes médicales et paramédicales et les fragilisent.
- **le fait que la tarification à l'activité, particulièrement pour les maternités de niveau 1, ne permettait pas de couvrir l'ensemble des charges en valorisant plus les actes chirurgicaux que les naissances physiologiques et remettait en cause nos valeurs de préparation à la naissance, d'accompagnement et de santé publique qui sont la raison de notre attractivité.**

Michel Carré, le directeur de l'établissement, a rappelé que l'insuffisance de budgétisation de l'établissement pour ces activités depuis plusieurs années aggravait le déficit.

Il a demandé une reconnaissance des activités de santé publique en mission d'intérêt générale (MIG) à hauteur de plus de **874 000€/an** :

- Mission d'enseignement : la formation des internes, des stagiaires
- Mission de santé publique : financement de la préparation à l'accouchement, l'accompagnement psychosocial, l'accompagnement de l'allaitement, l'entretien du 4^{ème} mois
- Mission d'intérêt générale pour financer les surcoûts spécifiques des maternités privés à but non lucratif (convention collective).

M.Bubien a fait l'éloge de notre établissement, de sa réussite et de ses potentialités et que ce n'était pas si fréquent.

Il a affirmé que notre établissement n'était pas menacé, tout au contraire, que notre établissement avait de l'avenir.

Il a affirmé que nous avons été aidés par les tutelles.

La délégation a fait remarquer que les reprises de déficit avaient beaucoup diminué et que les obligations de sécurité, les normes, les charges de l'établissement (bâtiment neuf, surfaces augmentées) avaient largement augmentées, que les établissements privés à but non lucratif avaient plus de charges.

Le président de l'association (AAC), M.Gouttefarde, a rappelé que l'insuffisance de financement de notre hôpital était de fait une dette de l'état vis-à-vis de l'établissement et a demandé une reprise totale du déficit de 3 700 000€.

La délégation a remis les pétitions avec plus de **2500 signatures dont 840 en ligne.**

Elle a rappelé :

- **l'immense mobilisation des femmes et leur attachement à un établissement de qualité avec respect de la physiologie de la naissance, accompagnement dans l'allaitement, possibilité d'une durée de séjour en maternité de 4-5 jours en moyenne et la préservation de toutes ses activités (planning familial, PMA).**

La délégation a affirmé que la mobilisation du comité de soutien continuerait tant que les moyens financiers pour notre maternité de niveau 1 ne seraient pas obtenus.

Le secrétaire national de la fédération de la métallurgie CGT a signifié que la mobilisation de toutes les fédérations CGT pour obtenir les moyens pour l'hôpital continuerait.

M.Bubien, s'est engagé à étudier, en concertation avec l'ARHIF (Agence Régionale d'Hospitalisation), notre demande de financement supplémentaire.

Une réponse du ministère nous sera transmise dans 15 jours.

La délégation s'est engagée à amplifier la mobilisation auprès des patientes et de la population pour maintenir un établissement de qualité.

LA MOBILISATION DE TOUTES ET TOUS RESTE DE RIGUEUR

Les organisations syndicales CGT et SUD de l'hôpital P. ROUQUES « Les Bluets » le 28 mars 08

<http://SauvonsLesBluets.free.fr>